

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DREAL-UID11-2025-074
PORTANT CHANGEMENT D'EXPLOITANT
D'UNE CARRIÈRE DE SABLE ET DE GRAVIERS A CIEL OUVERT EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SAS
MAURI, SITUÉE AU LIEU-DIT « LE CHAPITRE » SUR LA COMMUNE DE CARCASSONNE**

Le préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et notamment le livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les titres I^{er} et II du livre II du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2024-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R76-2024-02-16-00001 du 16 février 2024 approuvant le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-1363 du 17 juin 1997 autorisant la SAS POSOCCO à exploiter la carrière de sable à ciel ouvert, située sur le territoire de la commune de CARCASSONNE au lieu-dit «Le Chapitre», modifié successivement par les arrêtés complémentaires n° 2000-3760 du 17 novembre 2000, n° 2016-015 du 15 décembre 2016, n° 2017-031 du 28 juillet 2017 et n° 2020-64 du 19 novembre 2020 ;

Vu la demande en date du 7 novembre 2024 de Monsieur Philippe MAURI agissant en tant que représentant de la SAS MAURI ci-après nommé l'exploitant, en vue de solliciter le transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée au profit de cette société ;

Vu les justificatifs déposés à l'appui de la demande ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 31 juillet 2025 ;

Considérant que tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant sollicitée par la SAS MAURI contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la SAS MAURI justifie dans le dossier de demande susvisé, de la maîtrise foncière de l'intégralité du parcellaire autorisé en exploitation de la carrière ;

Considérant que le demandeur dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation et à la remise en état de la carrière ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - TRANSFERT DE L'AUTORISATION

La SAS MAURI dont le siège social est implanté 1 route de Carcassonne 11250 COUFFOULENS est autorisée à se substituer à la société SAS POSOCCO pour l'exploitation de la carrière de sable et de graviers à ciel ouvert située sur la commune de CARCASSONNE au lieu-dit « Le Chapitre » autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé n° 97-1363 du 17 juin 1997.

ARTICLE 2 : GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-64 du 19 novembre 2020 relatif au montant des garanties financières est modifié comme suit :

Le paragraphe :

« Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé :

Période T0 à T+5 364 418 €

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour la calcul du montant des garanties financières est celui de mars 2019 soit 111,3. »

Est remplacé par :

« Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé :

Période 2025 421 716 €

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour la calcul du montant des garanties financières est celui de décembre 2024 soit 128,8 »

ARTICLE 3 - DROITS ET OBLIGATIONS DU NOUVEL EXPLOITANT

La SAS MAURI bénéficie de l'intégralité des droits et des obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, tels qu'ils sont définis par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, dont un exemplaire est joint au présent arrêté.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 5 : RECOURS

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Montpellier) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

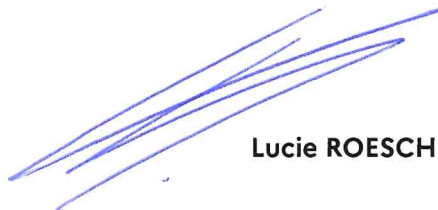
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée au maire de la commune de CARCASSONNE ainsi qu'à la société SAS MAURI dont le siège social est implanté 1 route de Carcassonne 11250 COUFFOULENS.

Fait à Carcassonne, le **12 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale de la préfecture



Lucie ROESCH